ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 26 juin 1969, d'une demande d'avis sur un projet de loi "apportant certaines modifications à la loi du 10 octobre 1967, contenant le Code judiciaire, au Code civil et au Code de commerce", a donné le 17 septembre 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 26e juni 1969 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot nadere wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, van het Burgerlijk Wetboek en van het Wetboek van koophandel", heeft de 17e september 1969 het volgend advies gegeven :

Article 4.

Dans la législation en vigueur (lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre), une distinction est faite entre la lettre de change et le billet à ordre.

Rien dans les travaux préparatoires du Code judiciaire ni dans le texte de celui-ci ne permet d'affirmer, comme le fait l'exposé des motifs du présent projet, que l'expression "lettre de change" "englobe l'institution du billet à ordre".

En conséquence, il convient de mentionner expressément le billet à ordre dans l'article 573, alinéa 1er, 2°, du Code judiciaire.

Article 7.

L'article 627, 10°, du Code judiciaire ne règle pas le cas où le lieu où le dommage est né ne peut être déterminé, ni le cas où ce lieu est situé en haute mer ou dans la mer territoriale.

Il y aurait lieu de combler cette lacune.

Article 19.

Il y a manque de concordance entre le texte français et le texte néerlandais de l'exposé des motifs. C'est ce dernier texte qui correspond aux intentions du Gouvernement.

*

* * .../...

Dans l'article 19, les mots "au quatrième alinéa" devraient être remplacés par les mots "au troisième alinéa".

Article 21.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui est de nature à éviter toute équivoque.

Article 35.

Cet article a pour objet réel d'abroger les articles 3 et 91 du décret du 6 juillet 1810 qui, par erreur, avaient été maintenus en vigueur par l'article 1er, § 1er, 27°, des dispositions abrogatoires contenues dans l'article 2 de la loi du 10 octobre 1967.

Plutôt que de modifier cette disposition de la loi du 10 octobre 1967, mieux vaudrait abroger expressément les articles 3 et 91 du décret susdit.

Article 36.

Cet article a pour objet de modifier l'article 291 de la loi générale du 26 août 1822, en modifiant la disposition de la loi du 10 octobre 1967 qui l'avait modifiée.

Ce procédé ne se recommande pas. Lorsqu'il y a lieu de modifier à nouveau un texte qui a déjà été modifié une première fois, il est de bonne technique législative de procéder par voie de modification du texte modifié et non du texte modificatif.

.../...

La même observation vaut pour l'article 38.

Article 41.

Cet article porte que la future loi entrera en vigueur aux dates qui seront fixées par le Roi et ce au plus tard au moment de l'entrée en vigueur de la totalité des dispositions du Code judiciaire.

L'exposé des motifs signale à ce sujet que certaines des dispositions de la future loi "devront être mises immédiatement en vigueur, notamment celles qui ont trait aux articles du Code qui sont ou seront entrés en vigueur le jour où le projet aura acquis force de loi" et qu'"afin d'éviter toute difficulté, il est préférable de permettre de déterminer cette date ultérieurement, tout en prévoyant, comme pour la loi du 10 octobre 1967, un terme ultime".

Les intentions du Gouvernement seraient plus facilement et plus directement réalisées si le projet se bornait à régler l'entrée en vigueur des seuls articles qui modifient des dispositions qui ne seront pas encore en vigueur au moment où le projet sera voté et sanctionné. Les autres articles du projet entreraient ainsi en vigueur au moment fixé par le droit commun, c'est-à-dire le dixième jour après celui de la publication de la loi, sans qu'un arrêté royal doive intervenir à cet effet.

L'article 41 du projet pourrait dès lors être rédigé comme suit :

.../...

"Article 41.-

Les dispositions de la présente loi qui modifient des dispositions du Code judiciaire et d'autres dispositions de la loi du 10 octobre 1967 qui ne sont pas encore en vigueur entreront en vigueur en même temps que les dispositions qu'elles modifient.

L'article 39 entrera en vigueur à la même date que l'article 627, 10°, du Code judiciaire".

Si le Gouvernement désirait se voir réserver la faculté de fixer l'entrée en vigueur de l'article 627, 10°, du Code judiciaire à une date différente de celle des autres dispositions de cet article, le deuxième alinéa du texte proposé ci-dessus pourrait être rédigé comme suit :

"Les articles 7 et 39 entreront en vigueur à la date qui sera fixée par le Roi et au plus tard au moment de l'entrée en vigueur totale du Code judiciaire".

*

* *

Compte tenu des observations qui précèdent et de certaines modifications de forme qui ne requièrent pas de commentaires, le texte ci-après est proposé :

.../...

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 10 OCTOBRE 1967 CONTENANT LE CODE JUDICIAIRE, ET CERTAINES DISPOSITIONS RELATIVES A LA COMPETENCE ET A LA PROCEDURE.

...

...

Article 1er.-

A l'article 43, alinéa 1er, 2°, du Code judiciaire, les mots "ou au registre de l'artisanat" sont insérés entre les mots "au registre du commerce" et les mots "de la personne".

Article 2.-

L'article 47 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 47. Aucune signification ne peut être faite :

1° dans un lieu non ouvert au public avant six heures du matin et après neuf heures du soir;

2° le samedi, le dimanche ou un jour férié légal, si ce n'est en cas d'urgence et en vertu de la permission du juge de paix, lorsqu'il ... ".

Article 3.-

L'article 50, alinéa 2, du même Code est abrogé.

.../...

Article 4.-

A l'article 573 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

"2° des contestations relatives aux lettres de change et aux billets à ordre, lorsque le montant de la demande dépasse vingt-cinq mille francs";

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : "Le litige qui a trait ... ".

Article 5.-

L'article 588, alinéa 2, du même Code est abrogé.

Article 6.-

A l'article 594, 16°, du même Code, les mots "conformément à l'article 497 du Code civil" sont supprimés.

Article 7.-

L'article 627 du même Code est complété comme suit :

"10° dans le cas prévu à l'article 588, 9° : le président ... ".

Article 8.-

L'article 643 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 643. Dans les cas où ... ".

.../...

Article 9.-

A l'article 790 du même Code, le mot "profession" est supprimé.

Article 10.-

A l'article 801 du même Code, le mot "notifiée" est remplacé par le mot "signifiée".

Article 11.-

Dans le texte néerlandais de l'article 828, 3°, du même Code, les mots "indien er tussen de rechter, zijn echtgenoot, hun bloedverwanten in de opgaande en de nederdalende lijn, of hun aanverwanten in dezelfde lijn, een geschil bestaat" sont remplacés ...

Article 12.-

A l'article 965, alinéa 2, du même Code, les mots : "... ".

Article 13.-

La disposition suivante est insérée entre les alinéas 2 et 3 de l'article 1017 du même Code :
"La condamnation ... :

1° ... ;

2° à charge de l'autorité ou de l'organisme chargé d'appliquer les lois et règlements prévus aux articles 580, 581 et 582, en ce qui concerne ... ".

.../....

Article 14.-

L'article 1047 du même Code est complété par la disposition suivante :

"Dans les cinq jours de l'acte d'opposition, l'opposition est inscrite par la partie, son conseil ou l'huissier de justice qui instrumente pour la partie, dans un registre tenu à cet effet au greffe de la juridiction qui a rendu la décision. L'inscription énonce les noms des parties, de leurs conseils et les dates de la décision et de l'opposition".

Article 15.-

L'article 1059 du même Code est complété par la disposition suivante :

"Dans les cinq jours de l'acte d'appel, l'appel est inscrit par la partie, son conseil ou l'huissier de justice qui instrumente pour la partie, dans un registre ... de leurs conseils ... ".

Article 16.-

Dans le texte néerlandais de l'article 1063, 2°, du même Code, le mot "slechts" est supprimé.

Article 17.-

A l'article 1070 du même Code, les mots "Le tribunal de première instance" sont remplacés par les mots "Le tribunal de première instance et, le cas échéant, le tribunal de commerce".

.../...

Article 18.-

L'article 1111, alinéa 2, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"La partie qui succombe en sa demande est condamnée aux dépens, sauf dans les cas prévus à l'article 1017, alinéa 3, ou lorsque des lois particulières en disposent autrement".

Article 19.-

Dans le texte néerlandais de l'article 1150, alinéa 3, du même Code, le mot "ouders" est remplacé par le mot "bloedverwanten".

Article 20.-

Dans le texte néerlandais de l'article 1193 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, le mot "voorrecht" est remplacé par le mot "voordeel";

2° à l'alinéa 3, le mot "opbod" est remplacé par les mots "hoger bod".

Article 21.-

L'article 1211, alinéa 2, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"La vente des immeubles est faite conformément à ce qui est usité à l'égard des ventes publiques ordinaires d'immeubles et conformément à l'article 1193, alinéa 2; elle a lieu, le cas échéant, conformément aux articles 1186 à 1192 et à l'article 1193, alinéa 3. La vente des meubles est faite conformément aux articles 1194 à 1204".

.../...

Article 22.-

Dans le texte néerlandais de l'article 1217 du même Code, le mot "moeilijkheden" est remplacé par le mot "zwarigheden".

Article 23.-

Dans le texte néerlandais de l'article 1218, alinéa 3, du même Code, le mot "moeilijkheden" est remplacé par le mot "zwarigheden".

Article 24.-

L'article 1220, alinéa 2, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Si le tribunal constate que le lotissement est impossible, il ordonne la vente devant le notaire commis. En ce qui concerne les immeubles, le notaire procède conformément à ce qui est usité à l'égard des ventes publiques ordinaires d'immeubles et conformément à l'article 1193, alinéa 2, ainsi que, le cas échéant, conformément aux articles 1186 à 1192 et à l'article 1193, alinéa 3. En ce qui concerne les meubles, le notaire procède conformément aux articles 1194 à 1204".

Article 25.-

A l'article 1228 du même Code, les mots "le tribunal d'arrondissement" sont remplacés par les mots "le tribunal de première instance".

.../....

Article 26.-

L'article 1244, alinéa 2, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Dès le dépôt du rapport, le juge fixe les jour et heure de l'interrogatoire. Le greffier en avertit le défendeur, par pli judiciaire. Le juge procède à l'interrogatoire du défendeur dans la demeure de celui-ci, en présence du procureur du Roi. Le procès-verbal de l'interrogatoire est signé par le juge et le greffier".

Article 27.-

L'article 1249 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1249. L'instruction ... ".

Article 28.-

L'article 1268 du même Code est complété par la disposition suivante : "Ces demandes ... ".

Article 29.-

L'article 1307 du même Code est complété par la disposition suivante : "La demande ... ".

Article 30.-

L'article 1388 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1388. Les décisions ... ".

.../...

Article 31.-

A l'article 1580, alinéa 1er, du même Code, les mots "Après la transcription de la saisie" sont remplacés par les mots "Dans le mois de la transcription de la saisie".

Article 32.-

A l'article 1581, alinéa 1er, du même Code, les mots "dans les quinze jours de la prononciation" sont insérés entre les mots "lui est remise" et les mots "sur son simple reçu".

Article 33.-

Dans le texte néerlandais de l'article 1587 du même Code, le mot "voorrecht" est remplacé par le mot "voordeel".

Article 34.-

A l'article 1610 du même Code, les mots ...

Article 35.-

L'article 505 du Code civil est abrogé.

Article 36.-

Les articles 3 et 91 du décret du 6 juillet 1810 contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales, des cours d'assises et des cours spéciales, maintenus en vigueur par l'article 1er, § 1er, 27°, des dispositions abrogatoires contenues dans l'article 2 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, sont abrogés. .../...

Article 37.-

A l'article 291, alinéa 4, de la loi générale du 26 août 1822 concernant la perception des droits d'entrée, de sortie et de transit et des accises, modifié par l'article 52 des dispositions modificatives contenues dans l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967, les mots "les consignations" sont remplacés par les mots "les condamnations".

Article 38.-

A l'article 4, alinéa 3, de la loi du 6 avril 1847 apportant des modifications au décret du 20 juillet 1831 et au Code d'instruction criminelle, modifié par l'article 160, § 1er, des dispositions modificatives contenues dans l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967, les mots "les articles 117, 240 et 241 du Code judiciaire" sont remplacés par les mots "les articles 118 et 240 du Code judiciaire".

Article 39.-

A l'article 53, § 1er, de la loi du 21 août 1879 contenant le livre II du Code de commerce, modifié par la loi du 28 novembre 1928, les mots "le président du tribunal de commerce d'Anvers" sont remplacés par les mots "le président du tribunal de commerce compétent en vertu de l'article 627, 10°, du Code judiciaire".

.../...

Article 40.-

A l'article 58 des dispositions modificatives contenues dans l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, les mots "L'article 13 de la loi du 23 juillet 1926" sont remplacés par les mots "L'article 13, dernier alinéa, de la loi du 23 juillet 1926".

Article 41.-

... (Voir avis) ...

...

...

...

Artikel 4.

In de thans geldende wetgeving (gecoördineerde wetten op de wisselbrief en het orderbriefje) wordt een onderscheid gemaakt tussen de wisselbrief en het orderbriefje.

In de parlementaire voorbereiding en in de tekst zelf van het Gerechtelijk Wetboek wettigt niets de opvatting die in de memorie van toelichting bij het onderhavige ontwerp wordt geformuleerd : dat de"uitdrukking "wisselbrief" de instelling van het orderbriefje omvat".

Het orderbriefje dient dan ook uitdrukkelijk te worden vermeld in artikel 573, eerste lid, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 7.

Artikel 627, 10°, van het Gerechtelijk Wetboek treft geen regeling voor het geval dat de plaats waar de schade ontstaan is niet kan worden bepaald en evenmin voor het geval dat die plaats gelegen is in de open zee of in de kustzee.

Die leemte dient te worden aangevuld.

Artikel 19.

De Franse en de Nederlandse tekst van de memorie van toelichting stemmen niet geheel overeen. De Nederlandse geeft de bedoeling van de Regering weer.

*
* *

.../...

In artikel 19 moeten de woorden "van het vierde lid" worden vervangen door "van het derde lid".

Artikel 21.

De Raad van State stelt een tekst voor, waarmee het risico van dubbelzinnigheid wordt ondervangen.

Artikel 35.

Het eigenlijke doel van dit artikel is het opheffen van de artikelen 3 en 91 van het decreet van 6 juli 1810, die bij vergissing in werking zijn gehouden door artikel 1, § 1, 27°, van de opheffingsbepalingen, neergelegd in artikel 2 van de wet van 10 oktober 1967.

In plaats van die bepaling van de wet van 10 oktober 1967 te wijzigen, heffe men de artikelen 3 en 91 van het decreet uitdrukkelijk op.

Artikel 36.

Dit artikel bedoelt artikel 291 van de algemene wet van 26 augustus 1822 te wijzigen via een wijziging van de bepaling uit de wet van 10 oktober 1967 waardoor het al was gewijzigd.

Die werkwijze moet worden ontraden. Wanneer een reeds gewijzigde tekst andermaal wijziging behoeft, eist een goede wetgevingstechniek dat niet de wijzigingstekst, maar de gewijzigde tekst zelf wordt gewijzigd.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 38.

.../...

Artikel 41.

Dit artikel stelt dat de toekomstige wet in werking zal treden op de data die de Koning vaststelt, en uiterlijk "de dag waarop de gezamenlijke bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek in werking zijn".

In dit verband zegt de memorie van toelichting dat sommige bepalingen van de toekomstige wet "onmiddellijk in werking (zullen) moeten gesteld worden, inzonderheid die welke betrekking hebben op de artikelen van het Wetboek die op de dag waarop het ontwerp kracht van wet heeft, in werking getreden zijn of zullen zijn" en dat het "om alle moeilijkheden te vermijden, te verkiezen is dat mogelijk gemaakt wordt die datum later te stellen, maar met bepaling van een uiterste datum zoals voor de wet van 10 oktober 1967".

De bedoeling van de Regering zou gemakkelijker en directer verwezenlijkt kunnen worden als het ontwerp zich ertoe beperkte, de inwerkingtreding te regelen van die artikelen waardoor bepalingen worden gewijzigd die nog niet in werking zullen zijn op het tijdstip dat het ontwerp goedgekeurd en bekrachtigd wordt. De overige artikelen van het ontwerp zouden dan, zonder koninklijk besluit, in werking treden op het door het gemeen recht bepaalde tijdstip, namelijk de tiende dag nadat de wet bekendgemaakt is.

Artikel 41 van het ontwerp kan dan als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Artikel 41.-

De bepalingen van deze wet, die een wijziging aanbrengen in bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek en in andere bepalingen van de wet van 10 oktober 1967, welke nog niet in werking getreden zijn, treden in werking terzelfdertijd als de bepalingen welke zij wijzigen.

Artikel 39 treedt in werking op dezelfde datum als artikel 627, 10°, van het Gerechtelijk Wetboek".

Mocht de Regering zich het recht willen voorbehouden om artikel 627, 10°, van het Gerechtelijk Wetboek op een andere datum in werking te stellen dan de overige bepalingen van dat artikel, dan kan het tweede lid van de zoeven voorgestelde tekst als volgt worden geredigeerd :

"De artikelen 7 en 39 treden in werking op de datum die door de Koning wordt vastgesteld, en uiterlijk op het tijdstip waarop het Gerechtelijk Wetboek geheel in werking treedt".

*

* *

Met inachtneming van al deze opmerkingen wordt de hierna volgende tekst voorgesteld, waarin ook vormwijzigingen zijn aangebracht die geen commentaar behoeven :

.../...

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 10 OKTOBER 1967 HOUDENDE HET GERECHTELIJK WETBOEK EN VAN SOMMIGE BEPALINGEN BETREFFENDE DE BEVOEGDHEID EN DE RECHTSPLEGING.

...

....

Artikel 1.-

In artikel 43, eerste lid, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek worden de woorden "of het ambachtsregister" ingevoegd tussen de woorden "in het handelsregister" en de woorden "van de persoon".

Artikel 2.-

Artikel 47 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 47. Geen betekening mag worden gedaan :

1° in een voor het publiek niet toegankelijke plaats, vóór zes uur 's morgens en na negen uur 's avonds;

2° op zaterdag, zondag of een wettelijke feestdag, behalve in spoedeisende gevallen en met verlof van de vrederechter, wanneer het ...".

Artikel 3.-

Artikel 50, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

.../...

Artikel 4.-

In artikel 573 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 2°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° van geschillen betreffende wisselbrieven en orderbriefjes, wanneer het bedrag van de vordering hoger is dan vijfentwintigduizend frank ";

2° het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het geschil dat betrekking heeft op ... (voorts als in het ontwerp, maar aan het slot plaatse men een komma na "geschil") ...".

Artikel 5.-

Artikel 588, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Artikel 6.-

In artikel 594, 16°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "overeenkomstig artikel 497 van het Burgerlijk Wetboek" geschrapt.

Artikel 7.-

Artikel 627 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

"10° in het geval bepaald in artikel 588, 9° : de voorzitter...".

Artikel 8.-

Artikel 643 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 643. In de gevallen waarin ...".

.../...

Artikel 9.-

In artikel 790 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "het beroep" geschrapt.

Artikel 10.-

In artikel 801 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "aangezegd" vervangen door het woord "betekend".

Artikel 11.-

In de Nederlandse tekst van artikel 828, 3°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden : "...".

Artikel 12.-

In artikel 965, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden : "...".

Artikel 13.-

De volgende bepaling wordt ingevoegd tussen het tweede en het derde lid van artikel 1017 van hetzelfde Wetboek :

"Behalve wanneer het geding roekeloos of tergend is, worden evenwel steeds in de kosten verwezen :

1° ... ;

2° de overheid of de instelling belast met het toepassen van de wetten en verordeningen, bedoeld in de artikelen 580, 581 en 582, wat de vorderingen betreft ...".

Artikel 14.-

Artikel 1047 van hetzelfde Wetboek wordt met de volgende bepaling aangevuld :

.../...

"Binnen vijf dagen na de akte van verzet wordt het verzet door de partij, haar raadsman of de voor de partij optredende gerechtsdeurwaarder ingeschreven in een register dat daartoe gehouden wordt ter griffie van het gerecht dat de beslissing heeft gewezen. De inschrijving omvat de namen van de partijen en hun raadslieden alsook de datum van de beslissing en van het verzet".

Artikel 15.-

Artikel 1059 van hetzelfde Wetboek wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Binnen vijf dagen na de akte van hoger beroep wordt het hoger beroep door de partij, haar raadsman of de voor de partij optredende gerechtsdeurwaarder ingeschreven in een register dat daartoe gehouden wordt ter griffie van het gerecht dat de beslissing heeft gewezen. De inschrijving omvat de namen van de partijen en hun raadslieden alsook ...".

Artikel 16.-

In de Nederlandse tekst van artikel 1063, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "slechts" geschrapt.

Artikel 17.-

In artikel 1070 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de rechtbank van eerste aanleg" vervangen door de woorden "de rechtbank van eerste aanleg en, in voorkomend geval, de rechtbank van koophandel".

Artikel 18.-

Artikel 1111, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De partij wier vordering wordt afgewezen, wordt in de kosten verwezen, behalve in de gevallen bedoeld in artikel 1017, derde lid, of indien bijzondere wetten anders bepalen".

.../..

Artikel 19.-

In de Nederlandse tekst van artikel 1150, derde lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "ouders" vervangen door het woord "bloedverwanten".

Artikel 20.-

In de Nederlandse tekst van artikel 1193 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt het woord "voorrecht" vervangen door het woord "voordeel" ;

2° in het derde lid wordt het woord "opbod" vervangen door de woorden "hoger bod".

Artikel 21.-

Artikel 1211, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De verkoop van de onroerende goederen geschiedt op de wijze die gebruikelijk is inzake gewone openbare verkoping van onroerende goederen en overeenkomstig artikel 1193, tweede lid; hij geschiedt in voorkomend geval overeenkomstig de artikelen 1186 tot 1192 en artikel 1193, derde lid. De verkoop van roerende goederen geschiedt overeenkomstig de artikelen 1194 tot 1204".

Artikel 22.-

In de Nederlandse tekst van artikel 1217 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "moeilijkheden" vervangen door het woord "zwarigheden".

.../...

Artikel 23.-

In de Nederlandse tekst van artikel 1218, derde lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "moeilijkheden" vervangen door het woord "zwarigheden".

Artikel 24.-

Artikel 1220, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Indien de rechtbank vaststelt dat de verkaveling onmogelijk is, beveelt zij de verkoop ten overstaan van de aangewezen notaris. Ter zake van de onroerende goederen treedt de notaris op zoals gebruikelijk is voor gewone openbare verkoping van onroerende goederen en overeenkomstig artikel 1193, tweede lid, en in voorkomend geval overeenkomstig de artikelen 1186 tot 1192 en artikel 1193, derde lid. Ter zake van de roerende goederen treedt de notaris op overeenkomstig de artikelen 1194 tot 1204".

Artikel 25.-

In artikel 1228 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de arrondissementsrechtbank" vervangen door de woorden "de rechtbank van eerste aanleg".

Artikel 26.-

Artikel 1244, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Dadelijk nadat het verslag is ingediend, bepaalt de rechter de dag en het uur van de ondervraging. De griffier geeft daarvan bij gerechtsbrief bericht aan de verweerder. De rechter ondervraagt de verweerder in diens woning, in tegenwoordigheid van de procureur des Konings. Het proces-verbaal van de ondervraging wordt door de rechter en de griffier ondertekend".

.../...

Artikel 27.-

Artikel 1249 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1249. De behandeling ...".

Artikel 28.-

Artikel 1268 van hetzelfde Wetboek wordt met de volgende bepaling aangevuld : "Die vorderingen ...".

Artikel 29.-

Artikel 1307 van hetzelfde Wetboek wordt met de volgende bepaling aangevuld : "De tegenvordering ...".

Artikel 30.-

Artikel 1388 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1388. Beslissingen ...".

Artikel 31.-

In artikel 1580, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Na de overschrijving van het beslag" vervangen door de woorden "Binnen een maand na de overschrijving van het beslag".

Artikel 32.-

In artikel 1581, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden ", binnen vijftien dagen na de uitspraak, " ingevoegd tussen de woorden "wordt hem" en de woorden "tegen eenvoudig ontvangbewijs".

.../...

Artikel 33.-

In de Nederlandse tekst van artikel 1587 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "voorrecht" vervangen door het woord "voordeel".

Artikel 34.-

In artikel 1610 van hetzelfde Wetboek worden de woorden ...

Artikel 35.

Artikel 505 van het Burgerlijk Wetboek wordt opgeheven.

Artikel 36.-

De artikelen 3 en 91 van het decreet van 6 juli 1810 tot regeling van de organisatie en de dienst in de keizerlijke hoven, de hoven vanassisen en de bijzondere hoven, in werking gehouden door artikel 1, § 1, 27°, van de opheffingsbepalingen neergelegd in artikel 2 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, worden opgeheven.

Artikel 37.-

In artikel 291, vierde lid, van de algemene wet van 26 augustus 1822 over de heffing der rechten van in-, uit- en doorvoer en van de accijnzen, gewijzigd bij artikel 52 van de wijzigingsbepalingen neergelegd in artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967, worden de woorden "de consignaties" vervangen door de woorden "de veroordelingen".

.../...

Artikel 38.-

In artikel 4, derde lid, van de wet van 6 april 1847 tot wijziging van het decreet van 20 juli 1831 en van het Wetboek van Strafvordering, gewijzigd bij artikel 160, § 1, van de wijzigingsbepalingen neergelegd in artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967, worden de woorden "de artikelen 117, 240 en 241 van het Gerechtelijk Wetboek" vervangen door de woorden "de artikelen 118 en 240 van het Gerechtelijk Wetboek".

Artikel 39.-

In artikel 53, § 1, van de wet van 21 augustus 1879 houdende boek II van het Wetboek van Koophandel, gewijzigd bij de wet van 28 november 1928, worden de woorden "de voorzitter van de handelsrechtbank van Antwerpen" vervangen door de woorden "de voorzitter van de rechtbank van koophandel die bevoegd is krachtens artikel 627 , 10°, van het Gerechtelijk Wetboek".

Artikel 40.-

In artikel 58 van de wijzigingsbepalingen, neergelegd in artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, worden de woorden "Artikel 13 van de wet van 23 juli 1926" vervangen door de woorden "Artikel 13, laatste lid, van de wet van 23 juli 1926".

Artikel 41.-

... (zie advies) ...

...

...

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : G. VAN BUNNEN, de Heren		conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
J. MASQUELIN, F. REMION,		conseillers d'Etat, staatsraden,	
R. PIRSON, F. RIGAUX,		assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
M. JACQUEMIJN,		greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. H. ROUSSEAU, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. ROUSSEAU, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) M. JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.